



Numéro PPQ/6885

jeudi 17 juillet 2014

## **Les grands titres:**

- Gaza : Ban appelle à prolonger le cessez-le feu temporaire en trêve durable
- Ban exprime ses condoléances aux proches des victimes du crash de l'avion de la Malaysia airlines en Ukraine
- Libye : la crise risque de s'aggraver rapidement et menace la fragile transition, selon l'envoyé de l'ONU
- De nouvelles normes alimentaires de l'ONU limite le plomb dans la nourriture pour nourrissons et l'arsenic dans le riz
- Ban nomme l'Algérien Saïd Djinnit Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs
- L'ONU appelle à plus d'investissements en Afrique pour stimuler le développement inclusif, équitable et durable
- Ban nomme le Sénégalais Babacar Gaye comme son Représentant spécial en République centrafricaine
- Le monde du travail doit s'impliquer pour permettre la transition vers une économie plus verte - OIT

## **Gaza : Ban appelle à prolonger le cessez-le feu temporaire en trêve durable**



**17 juillet** - Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon s'est félicité jeudi de la pause humanitaire à Gaza et exprimé sa reconnaissance que ce cessez-le feu temporaire a été respecté par pratiquement toutes les parties.

La pause, qui a été négocié par le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Serry, a permis aux civils de Gaza de reprendre certaines activités quotidiennes, d'effectuer des réparations sur les systèmes indispensables d'approvisionnement en eau et électricité. En Israël, des civils ont bénéficié d'une pause des tirs de roquettes. L'ONU a continué de fournir une assistance humanitaire.

« La pause montre que la cessation des hostilités est possible si toutes les parties font preuve de la volonté nécessaire et accordent une priorité aux intérêts des civils, qui ont le plus souffert de cette escalade », a indiqué le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse.

« Encouragé par les pourparlers au Caire, le Secrétaire général espère que la pause humanitaire d'aujourd'hui mènera vers un calme plus durable et exprime une fois de plus son soutien aux efforts internationaux, menés par l'Égypte, pour parvenir à un cessez-le feu durable », a-t-il ajouté.

Pour cela, il est nécessaire de soulever les questions de fonds qui ont conduit à la récente escalade, y compris les questions de gouvernance, dont la nécessité de réintégrer Gaza dans le contrôle du Gouvernement palestinien légitime en respectant les engagements de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), l'ouverture complète des points de passage légaux, et les éléments de la résolution 1860 du Conseil de sécurité qui n'ont pas encore été mis en œuvre.

« Le Secrétaire général réitère la volonté des Nations Unies à faciliter les efforts à cette fin. Il a envoyé son Coordonnateur spécial à Gaza pour aider à désamorcer davantage les tensions et parvenir à un cessez-le feu durable qui épargnera les Palestiniens et les Israéliens de la violence à l'avenir », a souligné le porte-parole.



## Ban exprime ses condoléances aux proches des victimes du crash de l'avion de la Malaysia airlines en Ukraine



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,  
Photo ONU/Mark Garten

**17 juillet** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exprimé jeudi sa consternation face au crash d'un avion de la Malaysia Airlines en Ukraine, et a appelé à une enquête des circonstances de la catastrophe.

Selon les médias, l'avion du type Boeing 777, qui transportait 295 personnes, était en route d'Amsterdam, au Pays-Bas, vers la capitale malaisienne, Kuala Lumpur, quand il s'est écrasé dans l'est de l'Ukraine, près de la frontière russe.

« Je suis de près la situation, avec l'Organisation internationale de l'aviation civile, une agence des Nations Unies. Il est manifestement nécessaire de mener une enquête internationale approfondie et transparente sur la catastrophe », a déclaré M. Ban lors d'un point de presse au siège de l'ONU à New York.

« Pour le moment, j'offre mes plus sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes et au peuple de la Malaisie », a-t-il ajouté.

## Libye : la crise risque de s'aggraver rapidement et menace la fragile transition, selon l'envoyé de l'ONU



Le Représentant spécial et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Tarek Mitri. Photo: ONU

**17 juillet** - Lors d'une réunion jeudi au Conseil de sécurité, le Représentant spécial du Secrétaire général en Libye, Tarek Mitri, a souligné que le rythme rapide de l'évolution de la situation montre la polarisation qui caractérise la conduite du processus politique en cours dans ce pays. M. Mitri a également confirmé l'évacuation de 160 membres du personnel de l'ONU depuis les derniers affrontements à Tripoli.

« Nous sommes au milieu d'une confrontation majeure entre deux groupes rivaux qui s'affrontent dans la capitale libyenne. Cette confrontation a culminé par les affrontements qui se sont produits aux abords de l'aéroport de Tripoli et qui sont une démonstration des tentatives menées par ces groupes afin de contrôler l'aéroport », a rappelé M. Mitri par visioconférence depuis Beyrouth au Liban.

« L'appel pour un cessez-le-feu lancé par le gouvernement, qui a aussi appelé la communauté internationale à l'aider, n'a pas été entendu », a ajouté le Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

M. Mitri a indiqué que les récents affrontements à Tripoli et autour de l'aéroport de la ville se sont produits d'une manière qui les a de plus en plus rapprochés des installations de la MANUL, qui se trouve ainsi prise entre deux feux. Cette situation a eu des conséquences sur le travail du personnel de la Mission, dont les 160 personnels étrangers ont finalement dû être évacués, mais la Mission continue d'assurer son travail.

Le Représentant spécial a dit que ces affrontements ont jeté de l'ombre sur les élections, le 25 juin, des 200 membres du Conseil des représentants, qui devrait remplacer le Congrès national général. Il a rappelé que 32 sièges du Conseil des représentants ont été réservés aux femmes. Sur le scrutin lui-même, 1,5 millions de Libyens ont voté et 97% des bureaux de vote avaient ouvert leurs portes, mais le vote n'a pu avoir lieu dans la ville de Derna, située dans l'est du pays.

« Les électeurs des circonscriptions électorales de l'ouest de la ville de Tripoli et de celle de Koufra ont boycotté les élections. 24 bureaux de vote ont été la cible de violences à Benghazi, Zawyia, Sirte et Awabari. Un candidat a été tué », a affirmé M. Mitri.

« À cause de tous ces incidents, 12 sièges sont restés vacants. Après la proclamation des résultats, le 6 juillet, 41 candidats ont été disqualifiés, conformément aux termes de la loi sur l'isolement administratif et politique. Le résultat final du scrutin sera connu le 20 juillet », a annoncé le Représentant spécial du Secrétaire général.

## De nouvelles normes alimentaires de l'ONU limite le plomb dans la nourriture pour nourrissons et l'arsenic dans le riz



Production de riz au Tadjikistan. Photo : FAO/Vasily Maximov

**17 juillet** - La Commission du Codex Alimentarius de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'organisation mondiale de la santé (OMS) a adopté jeudi de nouvelles normes visant à protéger la santé des consommateurs du monde entier, notamment en fixant des limites maximales admissibles pour le plomb dans les préparations pour nourrissons et pour l'arsenic dans le riz.

Sous la direction conjointe de la FAO et de l'OMS, la Commission du Codex Alimentarius établit les normes internationales de sécurité sanitaire et de qualité des aliments dans le but de garantir une nourriture plus sûre et plus nutritive aux consommateurs. Dans de nombreux cas, les normes du Codex servent de base aux législations nationales et de référence pour la sécurité du commerce international des denrées alimentaires.

La session annuelle du Codex qui s'est tenue cette semaine a vu la participation de représentants de 170 pays et de l'Union européenne, ainsi que de 30 organisations gouvernementales internationales et ONG.

La Commission du Codex Alimentarius a adopté une recommandation fixant une limite de 0,01 mg de plomb par kg dans les préparations pour nourrissons. Le plomb est naturellement présent dans l'environnement et les ingrédients utilisés dans la fabrication de préparations pour nourrissons peuvent en porter des traces.

Les nourrissons et les enfants en bas âge sont particulièrement exposés aux effets toxiques du plomb qui peuvent créer des dégâts profonds et permanents sur le développement de leur cerveau et de leur système nerveux et compromettre leur capacité d'apprentissage.

Pour la première fois, le Codex a adopté une limite maximale de 0,2 mg/kg pour l'arsenic dans le riz. L'arsenic existe à l'état naturel en grande concentration dans les eaux souterraines et les sols de certaines régions du monde. L'élément toxique s'introduit dans la chaîne alimentaire par les cultures qui absorbent l'eau et la terre.

L'exposition prolongée à l'arsenic peut provoquer le cancer et des lésions de la peau. Il a également été associé à des problèmes de développement, des maladies cardiaques, au diabète et à des dégâts au système nerveux et au cerveau.

Le riz, en particulier, peut absorber plus d'arsenic que d'autres cultures, et en tant qu'aliment de base pour des millions de personnes, il peut être une source importante d'exposition à l'arsenic, nocive pour la santé humaine. La contamination par le riz constitue un problème particulier dans certains pays d'Asie où les rizières sont irriguées avec de l'eau contenant des sédiments riches en arsenic, pompée de puits tubulaires peu profonds. De meilleures méthodes d'irrigation et pratiques agricoles peuvent contribuer à réduire la contamination, par exemple, en pratiquant la riziculture sur des lits surélevés plutôt que dans des champs inondés.

La Commission a également convenu d'élaborer un nouveau code d'usages qui aidera les pays à respecter les seuils maximum fixés et fournira aux producteurs de bonnes techniques agricoles et de production pour prévenir et réduire la contamination.

Le Codex a recommandé de limiter l'utilisation de certains médicaments vétérinaires chez les animaux destinés à la consommation, afin d'empêcher que des résidus demeurent dans la viande, le lait, les œufs ou le miel.

Les huit médicaments (chloramphénicol, vert de malachite, carbadox, furazolidone, nitrofurane, chlorpromazine, stilbènes et olaquinox), y compris des antimicrobiens et activateurs de croissance, peuvent avoir des effets nocifs sur la santé humaine et contribuer au développement d'une résistance aux médicaments.

Les pays ont en outre convenu de limites maximales de résidus de pesticides et d'additifs ainsi que de contaminants dans les aliments, notamment des fumonisines, mycotoxines du maïs. D'autres mesures comprennent de nouvelles normes de sécurité sanitaire pour des aliments comme les pétoncles crus, le fruit de la passion, le durian et l'okra.

Les pays ont décidé d'inclure dans leurs travaux futurs l'établissement de normes pour le poivre noir, blanc et vert, le cumin, l'origan, le thym et l'ail, et la mise au point de niveaux maximaux de cadmium dans le chocolat et les produits dérivés du cacao.

Sur proposition de l'UNICEF, la Commission a également examiné la nécessité d'une norme Codex pour les aliments prêts à consommer pour enfants sous-alimentés, afin d'en garantir l'innocuité. La Commission a pris la décision de faire suivre ce débat par son Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime.

## Ban nomme l'Algérien Saïd Djinnit Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs



**17 juillet** - Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a annoncé jeudi, la nomination de l'Algérien Saïd Djinnit comme son Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs. Il succède à Mme Mary Robinson, de l'Irlande, qui a accepté le poste d'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour les changements climatiques.

M. Djinnit a été le premier Commissaire à la paix et la sécurité de l'Union africaine, après avoir occupé divers postes au sein de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), notamment celui de Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Depuis 2008, M. Djinnit était le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (BNUAO). Il a également été le Représentant de haut rang du Secrétaire général auprès du Nigéria, en appui aux efforts contre Boko Haram.

M. Djinnit a représenté son pays dans de nombreuses missions diplomatiques, en particulier en tant que Chargé d'affaires à l'ambassade d'Algérie à Bruxelles, et Chef de mission adjoint à Addis-Ababa. Il est diplômé de l'École Nationale d'Administration d'Alger. Il parle couramment l'arabe, le français et l'anglais.

## L'ONU appelle à plus d'investissements en Afrique pour stimuler le développement inclusif, équitable et durable



En République centrafricaine, le projet du PNUD initiera des travaux publics visant à réparer les infrastructures endommagées. Photo PNUD

**17 juillet** - Lors d'un débat sur la promotion des investissements en Afrique, le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, John Ashe, a souligné jeudi la nécessité de mobiliser les ressources nécessaires pour stimuler le développement dans ce continent pour permettre de réaliser des progrès dans le domaine du développement.

« L'Afrique a besoin de combler un énorme déficit de financement », a déclaré M. Ashe. « Les financements innovants doivent venir de l'intérieur du continent et de plus d'investissements du secteur privé, ainsi que des collaborations public-privé ».

M. Ashe a déclaré qu'au cours des dix dernières années, des sommes considérables ont été investies dans de nombreux pays africains, y compris ceux avec des taux de croissance très élevés. Les investissements directs étrangers (IDE) vers le continent a augmenté de façon constante depuis l'an 2000.

Toutefois, une grande partie de ces investissements sont liées à l'industrie extractive ou l'exportation des ressources, et il n'ont pas contribué à améliorer la capacité de production ou créés des emplois. Malgré des ressources naturelles abondantes, la répartition des bénéfices reste inéquitable et les revenus n'ont pas servi à développer les économies locales.

« Par conséquent, les déficits de financement importants demeurent, notamment dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie et du développement des infrastructures », a expliqué M. Ashe.

De son côté, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré que lors de ses voyages en Afrique, il a pu constater le dynamisme et le potentiel du continent. Selon les estimations de l'ONU, la croissance globale de l'Afrique dépassera 5% en 2015, notamment grâce à la demande intérieure et la stabilité des prix des produits de base.

« Mais, cette performance positive ne doit pas nous rendre complaisants », a souligné M. Ban, en ajoutant que de sérieux défis demeurent notamment pour assurer un développement économique et social plus inclusif, équitable et durable.

## Ban nomme le Sénégalais Babacar Gaye comme son Représentant spécial en République centrafricaine



**17 juillet** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé mercredi la nomination de Babacar Gaye du Sénégal comme son Représentant spécial et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA).

M. Gaye assure déjà l'intérim à ces deux postes en République centrafricaine. Jusqu'en avril 2014, il était Représentant du Secrétaire général en République centrafricaine et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans le pays (BINUCA).

M. Gaye apporte à son nouveau poste des années d'expérience dans les milieux diplomatique, politique et militaire dans le système des Nations Unies, une expérience qu'il a acquise, en particulier, dans les opérations de maintien de la paix déployées sur le terrain et au sein du Gouvernement sénégalais.

Au Siège de l'ONU à New York, M. Gaye a été, de 2010 à 2013, Sous-Secrétaire général et Conseiller militaire du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix. De 2005 à 2010, il été Commandant de la Force de la Mission de l'ONU en RDC (MONUC) puis de son successeur, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). M. Gaye a travaillé dans plusieurs missions de la paix, y compris au Liban et en Iraq.

Diplômé de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en France, le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général a été décoré plusieurs fois, dans son pays et à l'étranger.

## Le monde du travail doit s'impliquer pour permettre la transition vers une économie plus verte - OIT



**17 juillet** - Lors de la première réunion conjointe des ministres de l'Environnement de l'Union européenne et de l'Organisation internationale du travail (OIT), le Directeur général de cette agence onusienne, Guy Ryder, a affirmé jeudi que la transition vers une économie verte n'est possible qu'avec la participation active du monde du travail.

« Le monde ne doit pas avoir à choisir entre la création d'emplois et la préservation de l'environnement », a affirmé M. Ryder. « Il faut à tout prix garantir la durabilité de l'environnement, y compris dans une perspective de marché du travail. »

Un plus grand nombre d'emplois verts contribuera aussi à laisser une empreinte plus durable en Europe. Actuellement, les émissions de gaz à effet de serre par habitant sont au moins trois fois supérieures au seuil admissible qu'il conviendrait de ne pas dépasser pour éviter une hausse de la température mondiale de 2 degrés Celsius d'ici la fin du siècle.

A ces inquiétantes perspectives environnementales, s'ajoute le problème chronique du chômage en Europe. La crise économique qui a débuté en 2008 a provoqué la perte de près de 10 millions d'emplois en Europe. Selon les prévisions de l'OIT, il y aura encore 25 millions de sans-emploi en 2019.

La situation actuelle est encore pire pour les jeunes demandeurs d'emploi. Dans de nombreux pays de l'UE, le taux de chômage atteint entre 20 et 30 pour cent pour les personnes âgées de 16 à 25 ans.

« Les mauvaises prévisions européennes en termes d'emploi sont liées à des niveaux d'investissement historiquement bas. Cependant, un véritable tournant vers une économie plus verte pourrait modifier ces prévisions désastreuses concernant l'emploi et le changement climatique », a indiqué le chef de l'OIT.

Certaines études estiment, par exemple, que chaque point de pourcentage d'amélioration de l'efficacité permet de gagner entre 100.000 et 200.000 emplois.

L'adoption de politiques adéquates permettrait de sortir de l'immobilisme ambiant en opérant un changement d'orientation ambitieux vers une économie plus verte propre à générer d'importants investissements, à réduire les émissions et à créer des millions d'emplois.

L'OIT estime que la valeur globale du marché mondial des technologies environnementales, avec en tête les domaines de l'énergie et du rendement énergétique, atteindra 4,4 milliards d'euros d'ici 2025.

M. Ryder a souligné que l'Europe a longtemps mis l'accent sur l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre, au détriment de la productivité de l'énergie et des ressources. Au cours des 50 dernières années, la productivité de la main-d'œuvre a quasiment quadruplé, tandis que la productivité de l'énergie n'a progressé que d'à peine 25 pour cent.

Se référant au Plan d'action vert pour les PME adopté par la Commission européenne, il a rappelé que la technologie verte est largement concentrée aux mains des petites et moyennes entreprises (PME).

Il a ajouté que les PME tout comme les grandes entreprises sont confrontées au problème du recrutement de travailleurs ayant les compétences requises pour les emplois verts. Ce phénomène a été mis en évidence dans le premier rapport de l'OIT sur les emplois verts publié en 2008, et confirmé par une étude réalisée en 2011 par l'OIT en collaboration avec la Commission européenne.

Selon l'Union européenne, 4,4 millions de travailleurs nécessiteront une remise à niveau de leurs compétences en matière de rendement énergétique ou de sources d'énergie renouvelables d'ici 2020.

À l'échelle mondiale, l'OIT accorde une très grande priorité au double défi qui consiste à préserver l'environnement et à créer suffisamment d'emplois décents en privilégiant l'intégration sociale.

En 2013, la Conférence internationale du Travail a adopté une série de conclusions sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts, qui énoncent un cadre de transition juste pour tous vers une économie plus verte. M. Ryder a invité les ministres à s'inspirer de ce cadre pour élaborer les politiques nationales et régionales.

Le Directeur général a souligné que l'OIT se réjouit de collaborer avec les États membres de l'UE, les partenaires sociaux européens et la Commission européenne, dans un effort visant à développer une économie plus verte et à créer des emplois décents.

« Il convient de consulter les acteurs du monde du travail, notamment les gouvernements, les employeurs et les travailleurs, en ce qui concerne aussi bien l'élaboration des politiques que l'écologisation des entreprises et des lieux de travail, et l'adaptation aux bouleversements climatiques », a déclaré M. Ryder.